

ÉDITORIAL

ÉLECTIONS QUÉBÉCOISES

Un nécessaire contrepois

Rarement campagne électorale aura si peu captivé l'attention des Québécois que celle déclenchée le 5 novembre par le premier ministre Jean Charest. Celle-ci arrive à son terme. Il faut, comme tous les électeurs, tirer nos conclusions.

C

ette élection n'avait pas raison d'être, si ce n'est au point de départ la volonté du gouvernement Charest de profiter de circonstances favorables pour obtenir un mandat majoritaire. Le prétexte de la crise économique a fait long feu lorsque le premier ministre a présenté un plan de soutien à l'économie qui ne requerrait nullement l'assentiment des partis d'opposition ou de l'électorat. Son gouvernement minoritaire avait toute la latitude requise pour affronter un ralentissement

économique appréhendé.

Beaucoup d'électeurs ont réagi négativement à cette élection inutile et pourraient être tentés de punir le Parti libéral ou de s'abstenir de voter. Agir ainsi serait dévaloriser le processus électoral. Voter est un geste important qu'il faut poser en conformité avec ses convictions et ce que l'on croit être les meilleurs intérêts du Québec.

Les partis d'opposition ont été pris au dépourvu par cette élection qui les a trouvés désorganisés et financièrement exsangues. Tout particulièrement l'Action démocratique, qui avait amorcé depuis quelques mois la descente aux enfers que l'on sait. Le talent de son chef, Mario Dumont, qui se déploie le mieux en campagne électorale, n'aura pas suffi à stopper celle-ci. Il ne pouvait en 30 jours remonter le cours des 18 derniers mois, alors que dans le rôle d'opposition officielle son parti avait été très décevant. D'aucune façon il ne pouvait prétendre être la solution de rechange au gouvernement Charest. L'ADQ a sans doute sa place à l'Assemblée nationale puisqu'elle représente un courant d'idées. Mais elle a encore besoin de faire ses classes.

Au lendemain de l'élection de 2007, il a fallu peu de temps au Parti québécois pour devenir, malgré sa deuxième place sur les banquettes de l'opposition, la vraie opposition officielle. Il ne pouvait en être autrement en raison de la qualité de sa députation et de l'expérience acquise au gouvernement. C'est là d'ailleurs que se trouve son meilleur argument: on peut trouver chez les candidats péquistes de quoi former un gouvernement tout aussi solide que l'actuel cabinet Charest. Il y a là des gens d'expérience et de qualité, tout particulièrement sa chef, Pauline Marois.

Le problème du Parti québécois dans cette élection est ailleurs. Il se trouve dans l'état général de ce parti qui, depuis la défaite de 2003, a évolué dans une sorte de no man's land idéologique. Le parti se cherche et, la campagne électorale nous l'aura démontré, il ne s'est pas encore retrouvé. En arrivant à la direction du parti à l'été 2007, Pauline Marois a pris acte des raisons de l'amer échec qui quelques mois plus tôt avait ramené le PQ à 1973 en matière de suffrages. Elle a mis de côté le «référendisme», retouché le modèle social-démocrate péquiste et choisi de défendre lors de cette campagne électorale un programme de bon gouvernement. À la différence de 1976, où la promesse de bon gouvernement avait porté le PQ au pouvoir, la souveraineté et les réformes ont été évacuées du discours péquiste d'aujourd'hui. D'où la déception manifestée par ses alliés naturels, comme les syndicats affiliés à la FTQ.

Ce déplacement du Parti québécois vers le centre de l'échiquier politique aura été une erreur dans la mesure où il lui a fallu partager cet espace avec le Parti libéral récemment campé au même endroit. On a ainsi vu libéraux et péquistes multiplier des propositions qu'on aurait pu croire écrites par la même main tant elles se rapprochaient. Et lorsque Pauline Marois arrivait à se distinguer, comme en santé, elle se faisait rappeler les erreurs passées des gouvernements auxquels elle a

participé. Le PQ ne pouvait qu'avoir de la difficulté à marquer sa différence. Pauline Marois, inspirée par la crise politique au parlement d'Ottawa, a semblé se rappeler en ces dernières heures de campagne que la souveraineté est ce qui doit guider l'action de son parti, même et surtout en campagne électorale.

Selon les sondages, les électeurs semblent enclins à vouloir reporter le Parti libéral au pouvoir. Ils ne le font toutefois pas avec enthousiasme. C'est là plutôt une sorte de passage obligé qu'on empruntera par défaut puisque les autres options proposées ne suscitent pas davantage d'enthousiasme. Dans le contexte économique actuel, ils optent pour le statu quo puisque ce qu'ils ont vu ces derniers mois de Jean Charest les a rassurés.

Les craintes que le chef libéral inspirait à l'élection de 2007 se sont atténuées. Ces 18 derniers mois, Jean Charest a gouverné tranquillement. Minoritaire est manifestement un état qui lui va bien et qui l'a bien servi. Reporté au pouvoir, poursuivra-t-il sur la même voie? S'en tiendra-t-il à son engagement de faire du soutien à l'économie sa seule priorité ou sera-t-il tenté de revenir à son programme de 2003 beaucoup plus à droite?

S'il est possible de croire que le Parti libéral peut assurer le gouvernement que les Québécois attendent en période d'incertitude économique, il ne faut pas pour autant lui accorder un chèque en blanc. Dans les circonstances présentes, il faut, au contraire, préserver un sain équilibre des forces à l'Assemblée nationale. Il faut une opposition forte. Ne l'oublions pas, un gouvernement n'est jamais aussi bon que lorsqu'il est talonné par une opposition vigoureuse. Si la tempête économique que l'on nous promet est forte, il faut surtout que le prochain gouvernement soit à l'écoute et s'appuie sur une volonté commune de tous les partis et de tous les acteurs sociaux.

Dans cet esprit, il ne faut pas craindre de voter pour des partis d'opposition qui sont capables d'apporter de nouvelles idées. Pour certains, le choix sera l'ADQ. Pour d'autres, Québec solidaire, qui mérite de faire élire un premier député à l'Assemblée nationale. Le meilleur choix demeure toutefois le Parti québécois, car lui seul peut être une solution de rechange aux libéraux. Lui seul défend avec la vigueur nécessaire l'avenir du Québec comme État national des francophones en Amérique du Nord. La crise politique qui sévit à Ottawa depuis une semaine constitue un rappel très clair que la place du Québec au sein du Canada reste toujours en suspens. Il ne faut pas croire que l'économie est le seul enjeu de cette élection.

bdescoteaux@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



Jeunes, sortons voter en masse!

Plus que deux jours avant les élections. Dans la situation actuelle, il faut feuilleter longuement les journaux et voir se défilier plusieurs manchettes des médias électroniques avant de s'informer sur les enjeux et les propositions des candidats. Partout nous entendons que la campagne n'intéresse personne, à part les partis qui tentent de se rassurer. Que le taux de participation au scrutin risque d'atteindre un niveau record vers le bas. Que le cynisme envers la politique est omniprésent, notamment chez les plus jeunes électeurs.

Le Forum jeunesse de la région de la Capitale-Nationale lance un défi aux 18-35 ans: sortons voter en masse, influençons massivement notre gouvernement. Nous vous proposons un calcul simpliste, nous le reconnaissons, afin de vous convaincre qu'il est vraiment possible d'influencer le Parlement de Québec, en commençant par sa composition, et que votre vote compte plus que jamais.

Établissons d'abord quelques faits: au Québec, les 18-35 ans représentent un peu plus de 25 % de la population. Il est admis qu'environ un jeune sur quatre a voté lors des dernières élections, auxquelles le taux de participation global fut d'un peu plus de 70 %. En y regardant de plus près, on peut penser que le vote des jeunes ne représente que 10 % des voix exprimées, donc 10 % d'influence et par le fait même, de préoccupation chez nos représentants au Parlement.

Maintenant, extrapolons et rêvons. Dans la formule consacrée, si la tendance se maintient, le taux de participation devrait connaître une légère baisse. Les paris sont ouverts. Mais si les jeunes votent massivement, disons trois sur quatre, le poids de ce vote jeune pourrait grimper à 25 %. Vous rendez-vous compte que ça commence à résonner dans la tête des politiciens! Jamais l'influen-

ce des jeunes n'aura été aussi grande. Du coup, nous démontrons que nous nous préoccupons de notre avenir.

Plus que deux jours pour faire votre choix, pour accepter notre défi et pour convaincre d'autres jeunes de le relever. Informez-vous et osez parler politique lors de vos soupers de famille et d'amis. C'est aussi cela, une démocratie en santé. Le 8 décembre, sortons voter en masse. Déstabilisons positivement notre politique. Ensemble, nous pouvons avoir une grande influence. *Yes we can.*

LETTRES

Stéphanie Borgia,
présidente du Forum jeunesse
de la région de la Capitale-Nationale,
Québec, le 4 décembre 2008

Cancer du sein: éviter la confusion

J'ai pris connaissance de l'article publié dans Le Devoir du 28 novembre 2008 intitulé «Des cancers du sein traités inutilement?» et j'en ai été fort vexé. D'une part, parce que le titre m'apparaît inutilement «accrocheur» et peu digne de votre journal. D'autre part, parce que le contenu renferme plusieurs affirmations souvent fausses, propres à semer la confusion chez les femmes bénéficiaires du Programme québécois du dépistage du cancer du sein. Je ne nie pas aux journalistes le droit et la responsabilité d'informer le public de controverses médicales comme cela est mentionné au début de l'article. Cependant, la médecine demeure toujours à la fois un art et une science, et de ce fait les mises en garde sont toujours nécessaires, surtout quand il s'agit de «nouvelles scientifiques médicales», ce qui commande de faire les nuances appropriées. Parfois, trop d'information mène à la désinformation, avec les conséquences néfastes qui en découlent. Le dépistage du cancer du sein par mammographie a fait ses preuves et il demeure

le moyen internationalement reconnu pour pratiquer ce dépistage. Il serait regrettable que des femmes s'y soustraient à la suite de la lecture de tels articles, et cela à leur plus grand détriment.

Pierre Audet-Lapointe
md, frcs (c), médecin-conseil, Programme
québécois de dépistage du cancer du sein
Montréal, le 4 décembre 2008

Des envolées qui ne planent pas haut!

En tant que femme dans la jeune trentaine, professionnelle éduquée et active au sein de sa communauté et, surtout, en tant que citoyenne qui ne se croit pas la seule à l'être, je me surprends, moi qui crois tant à la démocratie et au rôle de nos institutions et de nos dirigeants, à ressentir une forme de mépris, d'arrogance, voire d'irrévérence envers notre sens de la réflexion, de l'argumentation et de l'analyse des véritables enjeux de notre société. Force est de constater que cette campagne électorale québécoise, qui tire à sa fin, ne semble pas s'adresser à des citoyens éclairés et intelligents. Les envolées cachent de lourdes rhétoriques et je suis ennuyée et clairement irritée lorsque j'entends des affirmations tordues, des arguments à l'emporte-pièce et des interprétations de la réalité hautement équivoques. Et cette forme de mésestime s'est aggravée avec les événements qui se tiennent à Ottawa. Je crois qu'il y a des limites à prendre les gens comme des «monsieur et madame Tout-le-monde», pour ce que ce lieu commun veut dire. Oui, chers politiciens, vos citoyens sont également intelligents, allumés et vifs d'esprit. Je vous en prie, pouvez-vous les considérer?

Mélanie Lagacé
Sherbrooke, le 3 décembre 2008

REVUE DE PRESSE

Un pays sur la corde raide

Manon Cornellier

Harper joue avec le feu en agitant le spectre de l'unité nationale pour attaquer la coalition du PLC et du NPD. L'idée est revenue sans arrêt cette semaine dans certains éditoriaux canadiens-anglais, mais d'autres sont venus lui fournir des renforts.

Le Toronto Star affiche son irritation devant l'insistance de Harper de parler d'une «coalition séparatiste». «C'est une tactique dangereuse car elle risque d'animer un ressentiment contre le Canada au Québec et des sentiments anti-Québec dans le reste du pays. On pourrait se retrouver avec une crise d'unité nationale en plus d'une crise économique.» Le Star ne peut croire que le premier ministre ait tenté d'effrayer les citoyens en parlant d'une «trahison envers le pays» de la part des libéraux. Favorable à la coalition malgré ses nombreuses faiblesses, le quotidien rappelle que la coopération et la concertation avec tous les partis en présence devraient être la norme dans un Parlement minoritaire. «Suggérer que la coalition est une conspiration pour briser le Canada est non seulement faux, mais une insulte à l'intelligence des Canadiens.»

Tout aussi indigné, le Halifax Chronicle-Herald rappelle comment les conservateurs se sont moqués de Stéphane Dion durant la campagne, après que celui-ci eut dû reprendre plusieurs fois l'enregistrement d'une entrevue. Ils avaient alors dit qu'une fois au gouvernement, on n'avait pas la possibilité de se reprendre. Or, indique le quotidien, c'est exactement ce que le premier ministre a fait en demandant à la gouverneure générale de proroger la session parlementaire. Le Herald a conseillé à la gouverneure générale de ne pas accepter cette requête destinée uniquement à protéger le gouvernement de la défaite. L'accepter, prédisait le quotidien, ne ferait que plonger le pays dans deux mois d'instabilité et d'attaques vicieuses. «*Soyons crus. M. Harper lui-même est devenu une force erratique et entêlée portuse d'instabilité.*» Selon le Herald, Harper personifie la crise actuelle.

On s'enflamme

Le ton dans les six principaux journaux de la chaîne SunMedia était tout autre. Les éditoriaux uniques, signés par différents chroniqueurs, invitaient à monter aux barricades pour défendre le gouvernement conservateur et s'opposer à l'alliance entre libéraux, néodémocrates et bloquistes. Jose Rodriguez parlait même de coup d'État. «Ce trio agit plus ou moins comme une junte d'Amérique centrale, les jolis uniformes et les fusils en moins.» Son collègue, Lorrie Goldstein, s'est chargé de fournir aux lecteurs de tous les journaux de la chaîne les coordonnées de la gouverneure générale afin qu'ils lui demandent d'accepter la requête de M. Harper de proroger la session. Selon lui, la coalition a toujours voulu un vote de confiance rapide afin de ne pas laisser aux Canadiens le temps de faire entendre leur opposition. Goldstein a commencé la semaine en disant être persuadé qu'il y a eu une entente secrète entre le PLC, le NPD et le Bloc, «des séparatistes déterminés à détruire le Canada». Selon lui, «notre souveraineté est en jeu», rien de moins, et les politiciens jouent «à la roulette russe avec le Canada».

Selon le National Post, il fallait proroger. Le temps n'est pas venu pour des élections et il ne faut surtout pas confier le pouvoir à la coalition, surtout avec les bloquistes dans les parages. Le Post est revenu sur le sujet à maintes reprises. «Ceci est une tache permanente sur l'héritage politique d'un homme dont, autrement, on se serait souvenu comme d'un ardent défenseur du fédéralisme.» Dans un autre texte, le Post parle d'une «outrageante trahison». Le Post rejette l'accusation de coup d'État mais s'interroge sur la légitimité d'un gouvernement formé de partis qui viennent tout juste de mordre la poussière. En plus, il craint que le Bloc ne gagne ainsi en importance au Québec tout en accroissant les tensions avec le reste du pays. «La coalition pourrait être le plus gros présent jamais reçu par les séparatistes. Cela constitue en soi une raison suffisante pour tuer le projet dans l'œuf.»

Aux urnes

S'il ne s'en était tenu qu'au Winnipeg Free Press, le premier ministre aurait été forcé de tendre la main à l'opposition avant lundi. Sinon, de faire face au vote de confiance qui s'annonçait. Pas question de prorogation pour gagner du temps. Le WFP convient que donner le pouvoir à la coalition aurait offensé bien des Canadiens qui n'ont jamais cru voter pour cela. Par conséquent, en cas de défaite du gouvernement, le quotidien aurait recommandé un retour aux urnes afin de laisser aux Canadiens une chance de se prononcer. Car pour le Free Press, la coalition reste une «collection d'opportunistes en quête de pouvoir». Il ajoute: «Le coût et les inconvénients d'une élection est un faible prix à payer pour servir la démocratie.»

Le Vancouver Sun était tout aussi prêt à des élections, advenant un refus de la gouverneure générale de proroger la session et une défaite du gouvernement lundi. Tout, dit le Sun, sauf la coalition, cette «alliance impie». «Ne reste-t-il pas un seul patriote canadien au sein des caucus libéral et néodémocrate?», demande le quotidien, qui les soupçonne de souffrir d'une trop grande soif de pouvoir.

L'Edmonton Journal n'adopte pas du tout le ton virulent de la plupart des médias de l'Ouest. Il reconnaît que cette coalition représente un risque, mais sûrement pas un coup d'État puisque les trois partis contrôlent la majorité des sièges aux Communes. Le Journal rappelle que ce n'est pas parce qu'un parti a plus de sièges qu'il contrôle le gouvernement, mais bien parce qu'il a la confiance de la majorité des élus. Selon le Journal, refuser de se plier à la volonté de la majorité de la Chambre, comme le fait Harper, pose davantage de questions sur le plan constitutionnel. Ça n'empêche pas le quotidien d'approuver la tentative de Harper de gagner du temps, à condition que ce soit pour corriger le tir et adoucir le ton.

mcornellier@ledevoir.com